



**DIRECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES ET DU PATRIMOINE – DÉPARTEMENT
AUDIOVISUEL**

**ACQUISITION ET INTÉGRATION D'ÉQUIPEMENTS
DESTINÉS À LA MAINTENANCE DU NODAL DE
L'ASSEMBLÉE NATIONALE**

MARCHÉ 25F032

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES**

(CCAP)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1. Objet	4
1.2. Allotissement	4
1.3. Procédure - Forme	4
1.4. Durée	4
1.5. Montants	4
1.6. Lieux d'exécution	4
ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
2.1. Pièces particulières	5
2.2. Pièces générales	5
2.3. Pièces fournies par le titulaire	5
ARTICLE 3 - RELATIONS ENTRE L'ACHETEUR ET LE TITULAIRE	5
3.1. Acheteur	5
3.2. Représentant du titulaire	5
3.3. Réunions	6
ARTICLE 4 - PRIX	6
4.1. Contenu et caractéristiques des prix pratiqués	6
4.2. Application de la taxe sur la valeur ajoutée	6
4.3. Variation dans les prix	6
4.4. Prestations similaires	7
ARTICLE 5 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT	7
5.1. Mode de règlement	7
5.2. Comptable assignataire des paiements – Nantissement ou cession de créances	7
5.3. Répartition des paiements en cas de groupement ou de sous-traitance	7
5.4. Présentation des demandes de paiement	8
5.5. Périodicité des paiements	8
ARTICLE 6 - SOUS-TRAITANCE	9
6.1. Désignation de sous-traitants	9
6.2. Modalités de paiement direct des sous-traitants	10
ARTICLE 7 - AVANCE	10
ARTICLE 8 - ACCÈS AUX LOCAUX	10
ARTICLE 9 - RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION RELATIVE AU TRAVAIL DISSIMULÉ	11

ARTICLE 10 - RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES	11
10.1. Responsabilité	11
10.2. Assurances	12
ARTICLE 11 - ADMISSION DES PRESTATIONS	12
11.1. Opérations de vérifications - Décisions	12
11.1.1. Vérifications d'aptitude	12
(1) Vérification d'aptitude en préparation du « double run »	12
(2) Vérification d'aptitude après bascule sur V10	13
11.1.2. La vérification de service régulier (VSR)	13
11.1.3. Décision d'admission finale des prestations	13
11.2. Garanties	14
ARTICLE 12 - DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS	14
12.1. Délais d'exécution	14
12.2. Pénalités	14
ARTICLE 13 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ	15
ARTICLE 14 - RÉSILIATION – LITIGES - LANGUE	15
14.1. Résiliation	15
14.2. Litiges	16
14.3. Langue	16
ARTICLE 15 - CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES	16
15.1. Obligation de confidentialité	16
15.2. Protection des données à caractère personnel	17
ARTICLE 16 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	17
ANNEXE I AU CCAP : PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	18

ARTICLE 1 - OBJET - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. Objet

Le présent marché a pour objet la fourniture d'équipements audio/vidéo, de mise à jour logicielle et de prestation d'intégration afin de moderniser le réseau Riedel Mediornet actuellement en production à l'Assemblée nationale.

Les listes et les caractéristiques techniques des prestations sont indiquées dans le CCTP (cahier des clauses techniques particulières).

1.2. Allotissement

Le marché n'est pas alloti car en application de l'article L. 2113-11 du code de la commande publique la dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence et de rendre financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

1.3. Procédure - Forme

Le présent marché est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-1, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du CCP (code de la commande publique).

Il prend la forme d'un marché ordinaire, conclu à prix global et forfaitaire détaillé dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

1.4. Durée

Le marché commence à la date de sa notification (date prévisionnelle : juillet 2025) jusqu'à la validation de la période de vérification de service régulier.

1.5. Montants

Le montant total du marché est indiqué dans la décomposition du prix global et forfaitaire annexée à l'acte d'engagement.

1.6. Lieux d'exécution

La livraison du matériel se fera au 128, rue de l'Université, 75007 Paris.

L'exécution du marché se fera principalement au Palais Bourbon au 126 rue de l'Université, mais également dans un certain nombre de locaux de l'Assemblée nationale annexes du Palais Bourbon situés à proximité.

ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, le marché est régi par les pièces suivantes, par ordre de priorité décroissante :

2.1. Pièces particulières

- L'AE (acte d'engagement) du marché dûment complété, et ses annexes dont l'annexe financière (décomposition du prix global et forfaitaire) ;
- Le présent CCAP (cahier des clauses administratives particulières) et son annexe, dont l'exemplaire conservé par l'administration fait seul foi ;
- Le CCTP (cahier des clauses techniques particulières), dont l'exemplaire conservé par l'administration fait seul foi ;

2.2. Pièces générales

- Le cahier des Clauses Générales applicables aux marchés publics de la direction des Affaires immobilières et du patrimoine de l'Assemblée nationale (CCG-AN) ;
- Le CCAG-TIC (cahier des clauses administratives générales des marchés publics des techniques de l'information et de la communication), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;

2.3. Pièces fournies par le titulaire

- Le cadre de réponse relatif à la garantie ;
- Le mémoire technique du titulaire.

ARTICLE 3 - RELATIONS ENTRE L'ACHETEUR ET LE TITULAIRE

3.1. Acheteur

L'acheteur est l'Assemblée nationale représentée par le Collège des Questeurs.

Le représentant de l'Assemblée nationale pour le suivi administratif, juridique et financier du présent marché est le directeur des Affaires immobilières et du patrimoine ou toute personne désignée par ses soins.

Le suivi opérationnel de l'exécution est assuré par le chef de projet du département audiovisuel.

3.2. Représentant du titulaire

Dès la notification, le titulaire désigne une personne physique qui le représente vis-à-vis de l'acheteur.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-TIC, lorsqu'une personne nommément désignée pour exécuter les prestations n'est plus en mesure d'accomplir ses tâches, le titulaire doit procéder à son remplacement dans un délai de 15 jours à compter du premier jour de l'absence, par une autre personne possédant, pour la prestation à assurer, une qualification et des compétences au moins équivalentes à celles de la personne initialement prévue. Le remplacement doit être agréé par la personne chargée du suivi opérationnel de l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-TIC, pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de récuser tout personnel du titulaire qui s'avérerait inadapté à l'exécution des prestations sans que sa décision ait à être justifiée.

Sans acceptation préalable de la personne chargée du suivi opérationnel de l'exécution des prestations, le remplacement de personnels du titulaire entre eux, pour convenances personnelles, est également considéré comme un motif de récusation sans autre justification.

3.3. Réunions

À l'initiative de l'acheteur, une réunion de lancement suite à la notification du marché est organisée notamment pour définir les modalités pratiques du déroulement du marché.

Des réunions de suivi des prestations seront organisées à intervalle régulier (1 par semaine environ).

Le titulaire est tenu d'assister à ces réunions ou d'y déléguer un agent ayant le pouvoir d'engager la société.

ARTICLE 4 - PRIX

4.1. Contenu et caractéristiques des prix pratiqués

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais, charges et sujétions du titulaire. Ils comprennent également toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations.

Les prix sont forfaitaires définitifs.

4.2. Application de la taxe sur la valeur ajoutée

Les montants des sommes versées au titulaire sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

4.3. Variation dans les prix

Les prix du présent marché sont fermes et actualisables.

Le prix global et forfaitaire sera actualisé si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations. Conformément à l'article R. 2112-11 du code de la commande publique,

l'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de 3 mois à la date de début d'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 10.1.2 du CCAG-TIC, la « date à laquelle le soumissionnaire a fixé son prix dans l'offre » est considérée comme la date limite de réception des offres (cf. règlement de la consultation).

Prix actualisé = Prix initial x $(I_n - 3 \text{ mois} / I_0)$

I_0 = Indice à la date de fixation du prix dans l'offre

I_n = Indice à la date de début d'exécution des prestations

L'indice de référence retenu pour le calcul de l'actualisation est le suivant : CPF 26 « Produits informatiques, électroniques et optiques » (Base 2021, Identifiant 010765308)¹.

Arrondis : lors de la mise en œuvre de la formule d'actualisation des prix, les calculs seront effectués avec au maximum quatre décimales et arrondis au millième supérieur.

4.4. Prestations similaires

L'acheteur pourra recourir à la procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché, tel que prévu par l'article R. 2122-7 du code de la commande publique.

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT

5.1. Mode de règlement

Le règlement est effectué dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement ou de la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure, par virement bancaire informatisé.

En cas de dépassement du délai de paiement par l'Assemblée nationale, des intérêts moratoires sont dus au titulaire. Ils sont calculés sur le montant de la facture, par application du taux d'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points conformément à l'article R. 2192-31 du code de la commande publique.

5.2. Comptable assignataire des paiements – Nantissement ou cession de créances

Le comptable assignataire des paiements est Mme la Trésorière de l'Assemblée nationale.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-55 du code de la commande publique (nantissement ou cession de créance) est Mme la Trésorière de l'Assemblée nationale.

5.3. Répartition des paiements en cas de groupement ou de sous-traitance

¹ <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010765308>

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire (ou à chacun des cotraitants en cas de groupement) et à ses sous-traitants.

En cas de groupement, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, ou le cas échéant à payer sur le compte unique de groupement.

5.4. Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques et numériques du titulaire, y compris ceux domiciliés à l'étranger, sont effectués de manière électronique et dématérialisée et exclusivement sur le portail de dématérialisation des factures électroniques de l'Assemblée nationale selon des modalités communiquées de manière dématérialisée au titulaire au début de l'exécution du marché

Cette obligation s'applique aux sous-traitants admis au paiement direct et aux cotraitants admis à un paiement direct et individualisé.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, l'Assemblée nationale peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation au titulaire et l'avoir invité à s'y conformer.

En cas de manquement répété du titulaire, d'un de ses cotraitants ou d'un de ses sous-traitants admis au paiement direct, à l'obligation de transmission des factures via ce portail, l'Assemblée nationale pourra appliquer la pénalité prévue à l'article « Pénalités » du présent document.

En cas de manquement réitéré et persistant et après mise en demeure du titulaire, le marché pourra être résilié.

5.5. Périodicité des paiements

Les factures afférentes au marché sont accompagnées, le cas échéant, des factures originales des sous-traitants dûment validées par le titulaire, et présentées selon le modèle qui sera fourni au titulaire au début du marché.

Le titulaire sera rémunéré à concurrence de 50 % du montant total du marché après la validation de la 1^{ère} vérification d'aptitude, 25 % du montant total du marché après la validation de la vérification d'aptitude faisant suite à la bascule sur v10. Le solde du marché (25 %) sera payé après la réception finale prononcée par la maîtrise d'ouvrage sur proposition du maître d'œuvre.

Si le service en charge du suivi opérationnel de l'exécution des prestations observe que l'avancement réel des prestations est en retard par rapport à leur avancement contractuel, l'acheteur peut réduire le montant de l'acompte prévu contractuellement à la valeur de l'avancement réel des prestations. En cas d'absence totale d'avancement réel des prestations, l'acheteur peut suspendre le droit à acompte jusqu'à nouvel avancement des prestations correspondant à l'acompte suspendu.

Les demandes de paiement devront porter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

1. le nom ou la raison sociale du titulaire ;

2. le numéro du marché ;
3. le numéro de l'ordre de service ;
- 4 la date et le lieu de livraison des prestations ;
- 5 le nom du service destinataire de la livraison ;
6. les montants et taux de TVA légalement applicables ;
7. le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant, le montant de la TVA des prestations exécutées par le ou les sous-traitants) ;
8. la date de facturation ;
9. le montant net à payer.

ARTICLE 6 - SOUS-TRAITANCE

6.1. Désignation de sous-traitants

Lorsque le titulaire entend recourir à un sous-traitant en cours d'exécution, il demande préalablement son acceptation à l'Assemblée nationale.

La demande d'agrément devra être accompagnée des pièces suivantes :

1. Formulaire DC4² (dans la dernière version en vigueur) relatif à la présentation d'un sous-traitant précisant :
 - ☐ la désignation précise des prestations sous-traitées,
 - ☐ le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
 - ☐ le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant,
 - ☐ les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance,
 - ☐ le candidat remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.
2. Tableau de répartition des sommes dues entre le titulaire et les sous-traitants admis au paiement direct (voir modèle annexé à l'acte d'engagement) ;
3. Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant, par la production des pièces exigées du titulaire dans les conditions fixées par le règlement de la consultation du présent marché ;
4. Les coordonnées bancaires du sous-traitant ;
5. Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 ;
6. Attestations de régularité sociale et fiscale ;
7. Attestation d'assurance ;
8. Restitution le cas échéant de « l'exemplaire unique », si une copie de l'acte d'engagement a été délivrée au titulaire avec la mention « copie certifiée conforme à l'original délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance ».

² Disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

La demande d'agrément du sous-traitant devra être envoyée par courriel à l'adresse suivante :

daip@assemblee-nationale.fr

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par la signature par l'acheteur de l'acte spécial de sous-traitance (DC4). Le silence de l'acheteur gardé pendant vingt-et-un jours à compter de la réception des documents mentionnés à l'article R. 2193-3 du code de la commande publique vaut également acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

6.2. Modalités de paiement direct des sous-traitants

Conformément aux articles R. 2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique, le sous-traitant bénéficiant du paiement direct adresse sa demande de paiement au représentant de l'Assemblée nationale chargé du suivi administratif, juridique et financier, ainsi que l'accusé de réception ou le récépissé attestant que le titulaire a par ailleurs reçu sa demande de paiement ou l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Ces documents seront adressés aux coordonnées ci-dessus mentionnées.

ARTICLE 7 - AVANCE

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance sera versée au titulaire dans les conditions prévues aux articles L2191-2 et R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique. Le taux de l'avance est fixé à 5 % ou à 30 % lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'assiette de calcul de l'avance est diminuée du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.

Le mandatement de l'avance interviendra dans un délai d'un mois à compter de la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution des prestations au titre desquelles est accordée cette avance.

Le versement de cette avance et son remboursement sont effectués à la diligence du titulaire qui prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

En tout état de cause, le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire, par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes, ou de solde lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché / de l'accord-cadre (ou à 50 % lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise).

ARTICLE 8 - ACCÈS AUX LOCAUX

L'accès aux locaux est réservé aux personnels du titulaire expressément autorisés par l'Assemblée nationale, qui leur délivre le cas échéant un titre d'accès personnel. Ce badge doit

toujours être porté en apparence sur les vêtements. Le personnel du titulaire doit toujours se conformer strictement aux consignes et directives de sécurité émises par l'Assemblée nationale.

Toute nouvelle demande de badge est assortie d'un délai d'instruction de 4 jours ouvrables. Ce délai devra être pris en compte par le titulaire dans l'organisation de ses effectifs.

ARTICLE 9 - RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION RELATIVE AU TRAVAIL DISSIMULÉ

Conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, le titulaire fournit tous les six (6) mois à compter de la notification, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 (pièces fournies par le co-contractant établi en France) ou D. 8222-7 (pièces fournies par le co-contractant établi à l'étranger) ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail (liste nominative des salariés étrangers employés) soit, si le titulaire est établi ou domicilié en France :

- 1° de l'article D. 8222-5 : Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois (attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF) ;
- 2° de l'article D. 8222-5 : Extrait du registre pertinent (tel qu'un extrait K ou K bis) ;
- Article D. 8254-2 : Liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail, liste établie à partir du registre unique du personnel précisant, pour chaque salarié : sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Si le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, les déclarations sont à fournir par chaque membre du groupement.

ARTICLE 10 - RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES

10.1. Responsabilité

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages causés directement ou indirectement pendant ses interventions :

- à son personnel, au personnel de l'Assemblée nationale ou à des tiers ;
- à ses biens, aux biens appartenant à l'Assemblée nationale ou à des tiers.

Le titulaire répond notamment des responsabilités, garanties et risques mis à sa charge par les articles 1240 à 1242, 1788 à 1791 du code civil.

Sont exclus de la responsabilité du titulaire, sous bénéfice de preuves apportées par celui-ci, les dommages et conséquences dus à l'intervention dommageable d'un tiers que le titulaire n'a matériellement pas eu la possibilité d'empêcher.

La responsabilité du titulaire peut être dérogée lorsqu'il apporte la preuve qu'il s'est trouvé dans l'impossibilité matérielle d'assurer sa prestation par le fait de l'Assemblée nationale ou par des causes non imputables à sa prestation (destruction par des tiers, vol, sinistres, etc.).

10.2. Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Assemblée nationale et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. Par dérogation à l'article 9 du CCAG-TIC, il doit justifier avant tout début d'exécution du marché, qu'il détient ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution des prestations, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 11 - ADMISSION DES PRESTATIONS

11.1. Opérations de vérifications - Décisions

Les prestations relatives au marché font l'objet d'opérations de vérification selon le calendrier et les modalités indiqués aux articles 4.2.2 et 4.4.1 du CCTP.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-TIC, les opérations de vérification des prestations sont effectuées par le maître d'œuvre et représentant du département Audiovisuel. Le titulaire ou son représentant est présent lors des opérations de vérification, le cas échéant accompagné de personnels en nombre suffisant au bon déroulé des opérations de tests.

Le représentant du département Audiovisuel peut contrôler, à tout moment, la quantité et la qualité des prestations exécutées, le cas échéant avec l'aide d'un organisme extérieur spécialisé.

Les opérations de vérification se décomposent en trois phases :

- 1. la vérification d'aptitude (VA) en préparation du double run,**
- 2. la vérification d'aptitude suite au basculement sur V10,**
- 3. la vérification de service régulier (VSR).**

11.1.1. Vérifications d'aptitude

(1) Vérification d'aptitude en préparation du « double run »

La première vérification d'aptitude se déroule à l'issue de l'intégration des premiers équipements en vue du *double run*. Cette opération de vérification fait l'objet d'un procès-verbal dressé par le maître d'œuvre et mentionne suivant les cas :

-l'ajournement de la VA assorti des réserves constatées et le délai de mise au point donné au titulaire pour les lever. Par dérogation à l'article 34.2.1 du CCAG-TIC, ce délai ne

peut être supérieur à 5 jours ouvrables, le titulaire devant présenter ses observations dans un délai de 24 heures.

À l'issue de cette mise au point, une nouvelle VA est effectuée suivant les mêmes conditions et pourra être ajournée ou rejetée si des réserves demeurent et font obstacle au commencement du *double run*. Cette première vérification d'aptitude ne débouche pas sur une vérification de service régulier.

(2) Vérification d'aptitude après bascule sur V10

Après la mise en place de la version 10 du réseau Mediorworks, une vérification d'aptitude est effectuée et donne lieu à un procès-verbal dressé par le maître d'œuvre. Ce procès-verbal mentionne suivant les cas :

- l'ajournement de la VA assorti des réserves constatées et le délai de mise au point donné au titulaire pour les lever. Par dérogation à l'article 34.2.1 du CCAG-TIC, ce délai ne peut être supérieur à 5 jours ouvrables, le titulaire devant présenter ses observations dans un délai de 24 heures.

À l'issue de cette mise au point, une nouvelle VA est effectuée suivant les mêmes conditions et pourra être ajournée ou rejetée si des réserves demeurent et font obstacle au démarrage de la vérification de service régulier (VSR).

11.1.2. La vérification de service régulier (VSR)

Par dérogation à l'article 32.4 du CCAG-TIC, la durée de la vérification de service régulier se déroulera sur une période de **trois mois** suivant la VA après bascule sur V10. Le service est réputé régulier si l'ensemble des réserves relevées pendant cette phase et, le cas échéant, les phases précédentes ont été levées.

À l'issue de la VSR, un procès-verbal sera dressé par la maîtrise d'œuvre et notifié au titulaire. Il mentionnera :

- en cas d'échec de la VSR, une décision d'ajournement ainsi qu'un délai de mise au point des installations ayant fait l'objet de réserves. Par dérogation à l'article 34.2.1 du CCAG-TIC, ce délai ne peut être supérieur à 5 jours, le titulaire devant présenter ses observations dans un délai de 4 jours. Après cette mise au point, une nouvelle VSR est effectuée suivant les mêmes conditions et pourra de nouveau être ajournée ou rejetée si des réserves demeurent et font obstacle à l'admission finale des prestations. La durée de cette nouvelle VSR est alors fixée au procès-verbal et ne peut excéder trois mois.

- en cas de réussite de la VSR, une décision expresse de validation de la VSR par la maîtrise d'œuvre. En l'absence d'une telle décision dans les 7 jours calendaires suivant l'expiration de la durée de la VSR et en l'absence d'anomalie signalée, la VSR est réputée régulière.

11.1.3. Décision d'admission finale des prestations

Par dérogation à l'article 33.2.2 du CCAG-TIC, dans un délai de 15 jours à l'issue de la décision expresse de validation de la VSR par la maîtrise d'œuvre, ou à l'issue d'une VSR réputée tacitement régulière, et si toutes les dispositions de l'article 4.4.3 du CCTP sont respectées, le titulaire recevra **une décision d'admission finale** des prestations émise par la maîtrise d'ouvrage.

Toutefois, si à l'issue de la VSR certaines réserves demeurent, le maître d'ouvrage pourra soit rejeter les prestations, soit admettre les prestations assorties d'une réfaction sur proposition du maître d'œuvre.

11.2. Garanties

Par dérogation à l'article 36.1 du CCAG-TIC, le délai de garantie des installations (garantie de bon fonctionnement) est fixé à **minimum deux ans** à compter de la date de la date de signature de la VA de fin de *double-run*.

Si certains matériels fournis par les constructeurs ont une garantie d'une durée supérieure à 24 mois, cette garantie sera entièrement répercutée à l'Assemblée nationale. Ces matériels seront explicitement récapitulés dans un document spécifique inclus dans les D.O.E.

Le titulaire sera tenu, pendant le délai fixé, d'effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage, toutes les recherches sur l'origine des défauts et les réparations ou réfections nécessaires pour remédier à ces défauts, que ceux-ci proviennent d'une erreur de conception, défectuosité des produits ou des matériaux employés ou des conditions d'exécution. Il devra procéder à ses frais (pièces, main-d'œuvre, frais de déplacement) au remplacement de tout élément défectueux de l'installation.

ARTICLE 12 - DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS

12.1. Délais d'exécution

Les délais d'exécution des prestations sont fixés dans les ordres de services émis par la maîtrise d'œuvre de l'opération au regard du calendrier des prestations indiquées à l'article 4.2.2 du CCTP et de l'offre technique du titulaire.

12.2. Pénalités

➤ Dépassement des délais d'exécution

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-TIC, lorsque les délais contractuels sont dépassés, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités de retard suivantes :

Non-respect de la date fixée pour le démarrage de la VA (par jour calendaire)	1/500 ^e du montant en € HT du marché
Non-respect du délai accordé pour corriger des dysfonctionnements à la suite du prononcé d'un ajournement de VA (par jour calendaire)	1/1000 ^e du montant en € HT du marché
Non-respect de la date fixée pour le démarrage de la VSR (par jour calendaire)	1/500 ^e du montant en € HT du marché
Non-respect du délai accordé pour corriger des dysfonctionnements à la suite du prononcé d'un ajournement de la VSR (par jour calendaire)	1/1000 ^e du montant en € HT du marché

Les pénalités de retard sont plafonnées à 30 % du montant total en € HT du marché.

➤ **Autres pénalités :**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-TIC, l'Assemblée nationale pourra appliquer, sur simple constat de ses services ou de leurs représentants, les pénalités de retard suivantes :

Manquement répété du titulaire, d'un de ses cotraitants ou d'un de ses sous-traitants admis au paiement direct, à l'obligation de transmission des factures via le portail de dématérialisation des factures	500 €
Non-acquittement des formalités relatives au respect de la réglementation en matière de travail dissimulé (par jour calendaire jusqu'à régularisation)	500 €
Manquement à la protection des données à caractère personnel (par cas constaté)	1 000 €
Absence à une réunion où le titulaire est convoqué (par cas constaté)	300 €
Non remise d'un document exigé au CCTP (par manquement et / ou par jour)	150 €

➤ **Modalités d'application des pénalités**

Les pénalités sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-TIC, les pénalités sont dues au premier euro sans exonération à raison du montant.

ARTICLE 13 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

Le titulaire est dispensé de la constitution d'un cautionnement. Il ne sera pas opéré de retenue de garantie.

ARTICLE 14 - RÉSILIATION – LITIGES - LANGUE

14.1. Résiliation

Le marché peut être résilié dans les cas et selon les modalités décrites aux articles 47 et suivants du CCAG-TIC.

Constituent également des motifs de résiliation pour faute du titulaire les cas de figure suivants :

- la non-fourniture ou l'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-7 à R2143-10 du code de la commande publique ;
- l'absence de réponse ou de prise en compte d'une mise en demeure, y compris une éventuelle mise en demeure liée à la non-utilisation du portail de facturation ;

- en cas de manquements réitérés et persistants à l'obligation de dépôt, réception et transmission des factures via le portail dématérialisé selon les modalités définies à l'article « Modalités de règlement » ;

En cas de résiliation aux torts du titulaire, il peut être pourvu à l'exécution des prestations à ses frais et risques dans les conditions prévues à cet effet par le CCAG-TIC.

La résiliation est sans incidence sur l'exécution des prestations en cours.

14.2. Litiges

L'Assemblée nationale et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tous les différends qui pourraient survenir lors de l'exécution, soit directement, soit par la procédure de règlement des litiges telle que prévue à l'article L2197-3 du code de la commande publique.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent marché, le Tribunal Administratif de Paris sera le seul compétent à l'exclusion de toute autre juridiction.

14.3. Langue

Les documents relatifs au présent accord-cadre sont toujours rédigés en français.

ARTICLE 15 - CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

15.1. Obligation de confidentialité

Chacune des parties s'engage à ce que les informations divulguées dans le cadre de l'exécution des prestations soient conservées de manière strictement confidentielle et ne soient en aucune manière diffusées à des tiers. Cette obligation de confidentialité est illimitée dans le temps.

Le titulaire s'interdit de divulguer toute information relative à l'organisation et l'activité de l'Assemblée nationale dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution des prestations. Il s'engage à faire respecter ces obligations par ses employés et à assumer les conséquences de leur violation.

Il est interdit au titulaire de faire une quelconque publicité pour les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre, sauf à titre de référence dans le cadre d'une candidature à un marché public.

Toute demande d'un tiers, y compris de la presse, relative aux prestations fournies, doit être transmise au représentant de l'Assemblée nationale chargé du suivi administratif, juridique et financier des prestations.

Tout manquement à ces dispositions est susceptible d'entraîner la résiliation du présent marché, sans préjudice d'éventuelles poursuites civiles ou pénales.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés, mais également à tout opérateur économique intervenant pour son compte ou en partenariat avec lui (cotraitants et sous-traitants notamment).

15.2. Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

Toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas de manquement par une des parties à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le contrat peut être résilié pour faute conformément à l'article 5.2 du CCAG.

Les parties au contrat sont autorisées à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat dans les conditions prévues à l'annexe 1 du présent document.

ARTICLE 16 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Le présent document apporte les dérogations listées ci-dessous au CCAG-TIC :

- L'article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG.
- L'article 3.2 déroge à l'article 3.4.3 du CCAG.
- L'article 4.3 déroge à l'article 10.1.2 du CCAG.
- L'article 10.2 déroge à l'article 9 du CCAG.
- L'article 11.1 déroge à l'article 30.1 du CCAG.
- L'article 11.1.1 déroge à l'article 34.2.1 du CCAG.
- L'article 11.1.2 déroge aux articles 32.4, 34.2.1, 33.2.2 du CCAG.
- L'article 11.2 déroge à l'article 36.1 du CCAG.
- L'article 12.2 déroge à l'article 14 du CCAG.

ANNEXE I AU CCAP : PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

I. OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

Les présentes clauses (ci-après : « les clauses ») sont sans préjudice des obligations auxquelles le responsable du traitement est soumis en vertu du règlement (UE) 2016/679 et/ou de la loi Informatique et libertés.

Les clauses ne suffisent pas, à elles seules, pour assurer le respect des obligations relatives aux transferts internationaux conformément au chapitre V du règlement (UE) 2016/679 et/ou de la loi Informatique et libertés.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

Dans le cas où le titulaire a accès à des données à caractère personnel lors de la réalisation des prestations, il agit en qualité de sous-traitant au sens de l'article 4 du RGPD, et ce pour le compte de l'Assemblée nationale qui demeure le responsable de traitement.

La présente annexe a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

II. INVARIABILITÉ DES CLAUSES

Les parties s'engagent à ne pas modifier les clauses, sauf en ce qui concerne l'ajout d'informations dans la présente annexe ou la mise à jour des informations qui y figurent.

Les parties ne sont pour autant pas empêchées d'inclure les clauses contractuelles types définies dans les présentes clauses dans un contrat plus large, ni d'ajouter d'autres clauses ou des garanties supplémentaires, à condition que celles-ci ne contredisent pas, directement ou indirectement, les clauses ou qu'elles ne portent pas atteinte aux libertés et droits fondamentaux des personnes concernées.

III. TERMINOLOGIE

Le « responsable du traitement » (article 4.7 du RGPD : « *la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement (...)* ») : l'acheteur au sens du code de la commande publique ;

Le « sous-traitant » (article 4.8 du RGPD : « *la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement* ») : le titulaire du marché public ;

Le sous-traitant du sous-traitant ou sous-traitant ultérieur (article 28.2 du RGPD : lorsque le « *sous-traitant recrute un autre sous-traitant* ») : le sous-traitant au sens du droit de la commande publique ;

L'« autorité de contrôle » (article 4.21 du RGPD : « *une autorité publique indépendante qui est instituée par un État membre en vertu de l'article 51* ») : la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

IV. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Il est rappelé que les « données » auxquelles le titulaire a accès dans le cadre des présentes, constituent des connaissances antérieures.

Ces données sont et demeurent la propriété exclusive de l'Assemblée nationale qui restera l'unique propriétaire des traitements, enrichissements et améliorations qui pourraient leur être apportées.

V. INTERPRÉTATION

Lorsque des termes définis dans le règlement (UE) 2016/679 figurent dans les clauses, ils s'entendent comme dans le règlement en question.

Les présentes clauses doivent être lues et interprétées à la lumière des dispositions du règlement (UE) 2016/679 et de la loi Informatique et libertés respectivement.

Les présentes clauses ne doivent pas être interprétées d'une manière contraire aux droits et obligations prévus par le règlement (UE) 2016/679 et/ou par la loi Informatique et libertés, ou d'une manière qui porte atteinte aux libertés ou droits fondamentaux des personnes concernées.

VI. DESCRIPTION DU TRAITEMENT FAISANT L'OBJET DE LA SOUS-TRAITANCE

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour l'exécution du présent marché.

La nature des opérations réalisées sur les données est la consultation, la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la conservation, l'envoi des données et la destruction des données.

Les données à caractère personnel traitées sont, notamment, le nom, le prénom, le numéro téléphonique et le courriel (mail) des agents de l'Assemblée nationale.

Les catégories de personnes concernées par le traitement des données à caractère personnel sont les agents de l'Assemblée nationale en charge de l'exécution du marché.

Les finalités du traitement sont :

- la réception des livrables ;
- la réalisation des actions de coordination et de pilotage (comitologie) ;
- la maintenance (envoi de tickets incidents) et l'exécution de la réversibilité, le cas échéant ;
- la destruction ou la transmission des données afin de protéger ces données ;
- et toutes autres finalités nécessaires à la bonne exécution du marché.

Les données seront conservées durant toute la durée de l'exécution du marché.

Pour l'exécution du service objet du présent contrat, le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant les informations nécessaires dans le cahier des charges du marché.

VII. OBLIGATIONS DU SOUS-TRAITANT VIS-À-VIS DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT

Le sous-traitant s'engage à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/ont l'objet de la sous-traitance, sauf instruction complémentaire du responsable de traitement.

2. traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement. Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la

protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement. En outre, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement.

3. garantir la **confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché.

4. veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent marché :

- s'engagent à respecter la **confidentialité** ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;

- reçoivent la **formation** nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut** (« **privacy by design** »).

6. La sous-traitance ultérieure

Le sous-traitant, titulaire du marché, peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « **le sous-traitant ultérieur** ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il doit recueillir préalablement et par écrit l'accord spécifique du responsable du traitement concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Pour ce faire, il remplit une déclaration relative à la présentation d'un sous-traitant ultérieur, en vertu de l'article L. 2193-5 du code de la commande publique (imprimé DC4). Le formulaire doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. Le sous-traitant soumet la demande d'autorisation spécifique au moins six (6) jours avant le recrutement du sous-traitant ultérieur en question.

Lorsque le sous-traitant recrute un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du responsable du traitement), il le fait au moyen d'un contrat qui impose au sous-traitant ultérieur, en substance, les mêmes obligations en matière de protection des données que celles imposées au sous-traitant en vertu des présentes clauses. Le sous-traitant veille à ce que le sous-traitant ultérieur respecte les obligations auxquelles il est lui-même soumis en vertu des présentes clauses et du règlement (UE) 2016/679 et/ou de la loi Informatique et libertés.

À la demande du responsable du traitement, le sous-traitant lui fournit une copie de ce contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de toute modification qui y est apportée ultérieurement. Dans la mesure nécessaire à la protection des secrets d'affaires ou d'autres informations confidentielles, y compris les données à caractère personnel, le sous-traitant peut expurger le texte du contrat avant d'en diffuser une copie.

Le sous-traitant demeure pleinement responsable, à l'égard du responsable du traitement, de l'exécution des obligations du sous-traitant ultérieur conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le sous-traitant informe le responsable du traitement de tout manquement du sous-traitant ultérieur à ses obligations contractuelles.

Le sous-traitant convient avec le sous-traitant ultérieur d'une clause du tiers bénéficiaire selon laquelle — dans le cas où le sous-traitant a matériellement disparu, a cessé d'exister en droit ou est devenu insolvable — le responsable du traitement a le droit de résilier le contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de donner instruction au sous-traitant ultérieur d'effacer ou de renvoyer les données à caractère personnel.

7. Transferts de données hors de l'Union européenne ou traitement par un prestataire soumis à un droit extraterritorial tiers

Le sous-traitant s'engage à héberger les Données exclusivement sur le territoire de l'un des États membres de l'Union européenne ou membre de l'Espace économique européen, qu'il prenne en charge lui-même cet hébergement ou fasse appel à un Sous-traitant ultérieur.

Les opérations d'administration et de supervision du service doivent être réalisées depuis l'Union Européenne.

Le sous-traitant s'engage à informer le responsable de traitement de la localisation physique des serveurs hébergeant les données à caractère personnel.

Si le sous-traitant est localisé hors de l'Union européenne, ou s'il est localisé dans l'Union, mais soumis à un droit extraterritorial tiers, il doit préalablement fournir au responsable du traitement les garanties exigées par l'article 46 du règlement (UE) 2016/679 pour validation par le délégué à la protection des données de l'Assemblée nationale.

Le sous-traitant doit fournir au responsable de traitement une liste de l'ensemble des tiers qui peuvent accéder aux Données et des pays destinataires mise à jour. En cas de modification des pays destinataires par le sous-traitant, ce dernier doit en informer préalablement le responsable de traitement, afin qu'il puisse émettre des objections à cet égard.

En cas de requête provenant d'une autorité administrative ou judiciaire reçue par le sous-traitant, ce dernier s'engage à en informer immédiatement le Responsable de traitement.

8. Le droit d'information des personnes concernées

Il appartient au responsable de traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

9. L'exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits, le sous-traitant doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique au représentant du responsable de traitement :

Monsieur le délégué à la protection des données, Assemblée nationale,

126, rue de l'Université

75355 PARIS 07 SP

dpo@assemblee-nationale.fr

10. Notification des violations de données à caractère personnel

Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans les 48 heures après en avoir pris connaissance et par tout moyen permettant la traçabilité des échanges : courrier, courriel, télécopie. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;

- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord du responsable de traitement, le sous-traitant communique, au nom et pour le compte du responsable de traitement, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

11. Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

12. Mesures de sécurité

Le responsable de traitement et le sous-traitant mettent en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, y compris entre autres, selon les besoins :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement ;
- Tout échange contenant des données à caractère personnel ou sensibles (fichiers, messages électroniques) doit faire l'objet d'un renforcement de protection (chiffrement)

13. Le sort des données

Dans un délai d'un (1) mois calendaire avant la date de fin du marché, le titulaire interroge le responsable de traitement sur le sort des données traitées. Au choix du responsable de traitement, le sous-traitant s'engage à :

- détruire toutes les données à caractère personnel ;
- à renvoyer toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement ;
- à renvoyer les données à caractère personnel au sous-traitant désigné par le responsable de traitement.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

14. Le délégué à la protection des données

Le sous-traitant communique au responsable de traitement **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

15. Registre des catégories d'activités de traitement

Le sous-traitant déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

16. Documentation - Audit

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement, dans le délai fixé par la demande, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Chaque partie se réserve le droit de refuser de fournir à l'autre partie des secrets d'entreprise et de commerce, un savoir-faire opérationnel et toute information dont l'audit présenterait un risque de sécurité pour la partie auditée.

17. Non-respect des clauses et résiliation

Sans préjudice des dispositions du règlement (UE) 2016/679 et/ou de la loi Informatique et libertés, en cas de manquement du sous-traitant aux obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses, le responsable du traitement peut donner instruction au sous-traitant de suspendre le traitement des données à caractère personnel jusqu'à ce que ce dernier se soit conformé aux présentes clauses ou jusqu'à ce que le contrat soit résilié. Le sous-traitant informe rapidement le responsable du traitement s'il n'est pas en mesure de se conformer aux présentes clauses, pour quelque raison que ce soit.

Le responsable peut également enjoindre au sous-traitant de se mettre en conformité sous astreinte, conformément à l'article « pénalités » du CCAP. En outre, en cas d'inaction ou de mesures non probantes, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire.

VIII. OBLIGATIONS DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT VIS-À-VIS DU SOUS-TRAITANT

Le responsable de traitement s'engage à :

- fournir au sous-traitant les données à caractère personnel nécessaires pour l'exécution du présent marché ;
 - documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant ;
 - veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement de la part du sous-traitant ;
 - superviser le traitement, y compris réaliser, le cas échéant des audits et des inspections auprès du sous-traitant.
-